

La « désoccidentalisation » comme stratégie russe de transformation de l'ordre international

Maxime Daniélou¹

La 56^e conférence sur la sécurité de Munich qui s'est tenue du 14 au 16 février 2020 avait pour thème « Westernnessless ». Ce terme, qui peut être littéralement traduit par « absence d'Occident » ou « sans Occident », réfère plutôt à un « déclin de l'Occident », une « désoccidentalisation » caractérisée par une « érosion progressive des valeurs, de la puissance et de l'influence des pays occidentaux » [Billion et Ventura, 2023]. Ce processus, qui serait à l'œuvre depuis le début des années 2000 avec le glissement progressif du centre de gravité économique mondial vers l'Asie aurait connu une accélération sans précédent en 2022 dans le contexte de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. Dans une tribune publiée en janvier 2023, l'universitaire chinois Wang Wen (université Renmin) estime que l'année 2022 marque l'entrée dans une « nouvelle ère » :

La portée globale de 2022 a été grossièrement sous-estimée. L'importance de cette année pour l'histoire du monde dépasse de loin celle de 2001, lorsque les attentats du 11 Septembre se sont produits, ou de 2008, lorsque la crise financière internationale a éclaté. Cela peut être comparable à 1991, lorsque la guerre froide a pris fin. S'il y a un mot-clé, c'est « désoccidentalisation »².

Depuis le début de la guerre, le discours officiel en Russie s'inscrit dans la même logique. L'invasion de l'Ukraine et ses conséquences mettraient fin

1. Doctorant et chargé d'enseignement à l'université Paris-Nanterre.

2. Wang Wen, « Beyond China, as More Nations Reject the US-led Order, 2022 Will Go Down as the Year of 'de-Westernisation' », *South China Morning Post*, 3 janvier 2023.

à la période d'unipolarité américaine, qui aurait démarré trois décennies plus tôt avec la chute de l'URSS. Retournant les accusations à leur rencontre, les dirigeants russes présentent leur intervention comme un acte défensif contre « l'Occident qui utilise l'Ukraine pour retrouver sa suprématie mondiale³ ».

Il ne s'agit pas dans cet article d'évaluer s'il existe en effet un phénomène de déclin de l'Occident, ou si, au contraire, la guerre en Ukraine aurait renforcé la cohésion occidentale et réaffirmé son leadership. Nous nous intéresserons plutôt à la « désoccidentalisation » comme stratégie englobant un ensemble de mesures mises en place par la Russie pour réduire l'influence des États-Unis, de l'Union européenne et de leurs alliés sur la scène internationale. À court terme, cette stratégie a pour but d'atténuer les effets des sanctions économiques, contrer la tentative d'isolement diplomatique de la Russie et endiguer le support militaire et économique à l'Ukraine. Dans un temps plus long, elle a pour objectif d'augmenter l'influence et d'améliorer la position de la Russie dans le nouvel équilibre international en voie de définition.

Le tournant russe vers l'Asie : tentative de « désoccidentalisation » interne

À ce jour, il n'existe aucun document officiel en Russie tel qu'un programme ou une doctrine qui attesterait de manière explicite l'existence d'une stratégie coordonnée de « tournant » ou « pivot » vers l'Asie. Largement utilisée dans la presse et dans la recherche universitaire russes et internationales, l'idée du « tournant vers l'Asie » (*Povorot na Vostok*) renvoie à un large faisceau d'idées et de mesures qui rééquilibreraient la politique russe, tant intérieure qu'extérieure, vers l'Asie.

De Gorbatchev à Poutine : un tournant d'abord guidé par le pragmatisme économique

Le « tournant économique vers l'Asie⁴ », annoncé en 2012 par Vladimir Poutine quelques mois avant son retour à la présidence, peut être perçu comme une réactivation d'un processus initié par Mikhaïl Gorbatchev. Le 28 juillet 1986 à Vladivostok, le dernier dirigeant soviétique prononce un discours qui restera comme le symbole d'une tentative tardive d'ouverture vers l'Asie. Il y indique sa

3. Anton Shekhovtsov, « Four Towers of Kremlin Propaganda: Russia, Ukraine, South, West », *Euromaidan Press*, 6 janvier 2023.

4. Vladimir Poutine, « Rossiia i meniaouchtchiisia mir » [La Russie et le monde qui change], *Moskovskie Novosti*, 27 février 2012 : <<https://www.mn.ru/politics/78738>>.

détermination à diminuer la présence militaire soviétique au profit d'une coopération accrue avec les puissances régionales. Le premier « tournant vers l'Asie » part alors du constat de l'importance croissante de la région dans l'économie mondiale et du potentiel bénéfique pour le développement de l'Union soviétique dans son ensemble et des régions d'Extrême-Orient en particulier. La normalisation des relations sino-soviétiques, l'établissement de relations diplomatiques avec la Corée du Sud ou encore la reprise du dialogue avec le Japon resteront comme les principaux succès de ce premier « tournant vers l'Asie ». Les résultats économiques sont plus décevants et la politique asiatique de Gorbatchev devient progressivement un facteur d'impopularité interne, malgré l'amélioration de l'image de l'URSS dans la région [Radchenko, 2014].

Un quart de siècle plus tard et après une période de fluctuation de l'importance du vecteur asiatique dans la politique étrangère russe, le « tournant vers l'Asie » de l'ère Poutine part du même constat et poursuit les mêmes objectifs. L'Asie de l'Est s'est imposée comme le nouveau centre de gravité de l'économie mondiale et la Chine a remplacé le Japon comme première économie régionale, devenant le principal concurrent des États-Unis. Pour les dirigeants russes, l'équation paraît évidente : les nouvelles puissances économiques asiatiques constituent un marché durable pour l'exportation des matières premières, permettant de réduire la dépendance par rapport à l'Europe, ainsi qu'une source d'investissements nécessaire à la modernisation de l'économie russe. En miroir de son prédécesseur soviétique, c'est à Vladivostok que Vladimir Poutine choisit d'officialiser l'engagement renouvelé de la Russie en Asie en septembre 2012, à l'occasion du sommet annuel de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) à laquelle la Russie a été intégrée en 1998 grâce au soutien décisif de la Chine. Vitrine de la Russie en Asie, la cité portuaire a subi d'importants travaux de modernisation de ses infrastructures en préparation du sommet. À l'instar de Saint-Pétersbourg, pensée comme une « fenêtre vers l'Europe » par Pierre le Grand, Vladivostok est appelée à devenir la « fenêtre vers l'Asie ».

Les investissements asiatiques doivent aussi permettre de revitaliser les régions de Russie orientale dont le déclin démographique – l'Extrême-Orient russe a perdu plus de 20 % de sa population entre 1990 et 2008 – devient une source de préoccupation majeure pour le Kremlin. Lors d'un discours prononcé le 12 décembre 2013 à Moscou, le président russe va jusqu'à déclarer que le développement de l'Extrême-Orient constitue « la priorité nationale au XXI^e siècle ». En mai 2012, un ministère à part entière est créé, ainsi que de nombreuses zones franches désignées par le terme de « Territoires de développement avancés » et basées sur le modèle chinois, qui a notamment permis le succès économique de la ville de Shenzhen. À moyen terme, la région est destinée à devenir un *hub* logistique et le moteur du développement du pays dans son ensemble.

Basculement géopolitique à partir de 2014

Le premier mandat de Boris Eltsine (1991-1996) est resté dans les mémoires comme celui d'une politique étrangère centrée exclusivement sur l'Occident. Une vision incarnée par son premier ministre des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, critiqué rétrospectivement pour son atlantisme supposé [Deshepper, 2015]. Cette perception semble exagérée. Le premier président russe a poursuivi la politique de rapprochement avec la Chine à une période où celle-ci avait été mise au ban de la communauté internationale, en conséquence de la répression sanglante du soulèvement étudiant du 4 juin 1989. Après avoir renoncé à établir des relations diplomatiques avec Taïwan, signant un décret reconnaissant le principe de la Chine unique, il visite Pékin en décembre 1992, posant les premiers jalons du futur «partenariat stratégique» [Radchenko, 2014]. Mais c'est durant le passage d'Evgueni Primakov au ministère des Affaires étrangères (1996-1998) que l'Asie acquiert une signification stratégique. Perçu comme un moyen de contrebalancer la position dominante des États-Unis, l'établissement de partenariats durables avec les puissances régionales est censé constituer la base nécessaire à l'émergence d'un «monde multipolaire». Devenu Premier ministre, Evgueni Primakov visite New Delhi en décembre 1998, où il propose de créer un format de dialogue trilatéral entre la Russie, l'Inde et la Chine. D'après l'actuel ministre indien des Affaires étrangères, le format RIC, qui se réunit régulièrement depuis 2001 en marge des sommets internationaux, constitue le «noyau» à l'origine de la formation du groupe des BRICS [Jaishankar, 2020].

L'annexion de la Crimée par la Russie et son soutien aux séparatistes du Donbass à partir du printemps 2014 entraînent une première rupture avec les États-Unis et l'Union européenne. Face aux sanctions économiques et à l'isolement diplomatique de Moscou à l'Ouest, le pragmatisme économique qui guide jusqu'alors le tournant vers l'Asie se double d'un impératif stratégique. L'importance accrue du vecteur asiatique se fait d'abord au profit des relations avec la Chine et est symbolisée par la signature de l'«accord du siècle⁵» pour la construction du gazoduc Force de Sibérie, en mai 2014. La négociation accélérée de ce contrat dans des termes favorables à la partie chinoise est perçue comme une conséquence directe du conflit ukrainien et de la détérioration des relations avec l'UE [Ma, 2017]. Un an plus tard, un nouveau cap est franchi dans la coopération militaire avec l'annonce de la vente du système de défense antiaérienne S-400

5. Le contrat signé le 21 mai entre les compagnies énergétiques Gazprom (Russie) et CNPC (Chine) sur la fourniture de près de 40 milliards de m³ de gaz par an depuis la Russie vers la Chine pendant 30 ans, pour un total avoisinant les 400 milliards de dollars a été qualifié d'«accord du siècle» (*Sdelka veka*) dans la presse russe.

à la Chine. Alors que les dirigeants russes avaient jusque-là refusé de fournir des armements de pointe à la Chine, ils participent, dès lors, plus activement à l'effort de modernisation de l'Armée populaire de libération. En septembre 2018, la Chine devient le premier État non issu de l'URSS à participer à un exercice militaire – avec 300 000 hommes déployés, « Vostok 2018 » est le plus grand exercice militaire mené par la Russie depuis la période de la guerre froide – sur le sol russe.

Si la crise ukrainienne de 2014 semble agir comme un catalyseur pour les relations sino-russes, elle complique le rapprochement avec le Japon et la Corée du Sud, alliés historiques des États-Unis. Pour nombre d'observateurs, le « tournant vers l'Asie » serait donc un simple « tournant vers la Chine », préjudiciable aux intérêts nationaux de la Russie sur le long terme en raison du fossé démographique et économique qui sépare les deux voisins. Certains auteurs estiment même que le « tournant vers l'Asie » ne serait qu'un élément rhétorique destiné à créer une pression sur le camp occidental alors que la politique étrangère russe demeure profondément eurocentrée. De leur point de vue, la politique asiatique de la Russie serait avant tout subordonnée à son partenariat avec la Chine et sa rivalité avec les États-Unis [Rumer, Sokolski *et al.*, 2020].

La guerre d'agression que mène la Russie contre l'Ukraine depuis le 24 février 2022 permet de constituer un premier bilan du « tournant russe vers l'Asie ». Dès le mois de mars, les États-Unis, l'Union européenne et leurs alliés ont mis en place une série de sanctions inédites par leur ampleur et la rapidité de leur application. Moscou a notamment dû faire face au déclin rapide de ses exportations en hydrocarbures vers l'Union européenne, qui constituait jusqu'alors son client principal. La hausse des prix du pétrole ainsi que la réorientation des flux vers l'Asie ont permis à l'économie russe de résister aux sanctions et de faire preuve d'une résilience surprenante. En quelques mois, l'Inde et la Chine ont dépassé le niveau d'importation des 27 États membres de l'UE. Alors qu'à la veille de la guerre, près de 55 % du pétrole russe est envoyé vers l'Europe, c'est moins de 30 % en septembre 2022. Avec un effet quasi-miroir, le volume importé par la Chine et l'Inde passe de 25 % à 55 % sur la même période, mais à un prix bradé. Plus qu'un tournant vers l'Asie dans son ensemble, on peut voir cette stratégie comme la poursuite de l'effort initié par Evgueni Primakov dans la promotion du triangle Russie-Inde-Chine, qui constitue l'un des principaux facteurs de résilience de la Russie en guerre.

Le tournant idéologique

La première et principale tentative de conceptualisation du « tournant vers l'Asie » en tant qu'idée politique est une série de rapports annuels publiés entre 2012 et 2018 par une équipe de chercheurs de la Higher School of

Economics (HSE) et publiés par le *think tank* pro-gouvernemental Club Valdaï. Cette équipe est rassemblée autour de Sergeï Karaganov – doyen de la faculté des relations internationales de la HSE et ancien conseiller auprès de l’administration présidentielle (2001-2013) – qui s’attribue la paternité de l’idée du « tournant vers l’Asie »⁶. Dans le premier rapport publié en juin 2012, les auteurs vantent « le succès de la civilisation asiatique » et critiquent l’eurocentrisme de la Russie et de ses élites. Afin de pouvoir transformer rapidement la Russie en « puissance de l’Asie-Pacifique », ils proposent notamment de déplacer certaines compétences politiques de Moscou à Vladivostok pour en faire une nouvelle capitale asiatique [Karaganov, Barabanov *et al.*, 2012].

Les promoteurs du tournant russe vers l’Asie le présentent également comme une stratégie de « désoccidentalisation » du pays, dans un mouvement inversé par rapport à l’européanisation opérée par les monarques russes à partir de Pierre le Grand. Facilité par le virage autoritaire du régime russe et la détérioration rapide des relations avec l’Occident, il doit permettre à la Russie de s’adapter aux nouvelles dynamiques géopolitiques mondiales, dont la plus importante serait l’essor des États est-asiatiques. Le principal obstacle à la « désoccidentalisation » de la Russie serait de nature idéologique. Considérées comme trop eurocentrées, la population et les élites doivent opérer un « tournant dans les têtes » (*Povorot v golovah*) vers l’Asie. Pour cela, l’équipe de la HSE propose par exemple de « désoccidentaliser » l’histoire de la Russie en mettant en avant les éléments non européens comme l’Empire mongol de Gengis Khan [Karaganov et Bordatchev, 2017].

D’après des chercheurs russes, le mouvement de « désoccidentalisation » idéologique aurait été fortement accéléré avec le début du conflit ukrainien en 2014. La rupture progressive des canaux de communication entre les élites russes et européennes entre 2014 et 2022 aurait entraîné un certain rejet de l’Europe et un regain de l’intérêt pour l’Asie, et principalement la Chine [Savchenko et Zuenko, 2020]. L’analyse des sondages d’opinion sur la perception des partenaires et des adversaires de la Russie laisse apparaître une tendance similaire dans l’opinion publique. La généralisation d’un discours positif sur la Chine, accompagnée par la rupture progressive avec l’Occident a eu une influence forte sur les représentations de la population. D’après l’institut de sondage Levada, alors que seulement 16 % des Russes percevaient la Chine comme « un des amis les plus proches et alliés de la Russie » en 2012, ce chiffre est passé à 40 % en 2014 puis 58 % en 2023 (juste après le Bélarus avec 77 % et avant l’Inde avec 31 %) ⁷. À l’inverse, les

6. Sergeï Karaganov, « Povorot k Azii : istoria politicheskoi idei » [Le Pivot vers l’Asie : histoire d’une idée politique], *Russia in Global Affairs*, 12 janvier 2016.

7. « Relations internationales : Résultats pour le mois de mai 2023 », Centre Levada, <<https://www.levada.ru/2023/06/08/mezhdunarodnye-otnosheniya-otsenki-maya-2023-goda/>>.

perceptions des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne n'ont cessé de se dégrader sur la même période.

Offensive globale contre les fondements de l'influence occidentale en partenariat avec la Chine

L'annexion de la Crimée par la Russie et le soutien aux séparatistes pro-russes en Ukraine en 2014 sont à l'origine d'un processus de découplage progressif entre la Russie et l'Europe, tant au niveau économique que politique. Les sanctions, les contre-sanctions, la politique russe de substitution aux importations, le « tournant vers l'Asie », ou encore l'exclusion de la Russie du G8 et du Conseil de l'Europe sont autant de facteurs de réduction des interdépendances entre la Russie et l'Occident. Si les premiers effets de ce découplage sont une isolation de la Russie à l'Ouest et une dégradation de son économie, il lui permet aussi d'être moins vulnérable aux moyens de coercition déployés par l'Occident. Un facteur qui a sans doute été pris en compte au moment de la prise de décision de lancer l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. Dans une perspective élargie, l'érosion des interdépendances permet à la Russie de s'attaquer de façon plus frontale aux ressorts économiques et politiques de l'influence internationale de ses rivaux occidentaux. L'alignement progressif entre la Russie et la Chine sur la plupart des dossiers internationaux – une convergence accélérée par la « guerre économique » initiée par les États-Unis contre la Chine en 2018 qui entraîne également un phénomène de découplage – a fait de Pékin le premier partenaire de la stratégie de promotion d'un ordre international post-occidental.

À l'avant-garde du phénomène de « dé-dollarisation »

L'un des aspects les plus facilement identifiables et mesurables de la stratégie russo-chinoise de réduction de l'influence occidentale concerne le commerce international avec, comme cible principale, le dollar américain. Alors que l'extra-territorialité du droit américain permet de sanctionner n'importe quel utilisateur du dollar, la « dé-dollarisation » des échanges est perçue comme un moyen de réduire l'influence des États-Unis ainsi que leurs capacités de coercition : « Un monde de plus en plus dé-dollarisé affaiblirait la capacité des États-Unis à modifier le comportement de leurs adversaires » [Liu et Papa, 2022]. L'utilisation de devises alternatives au dollar permet notamment de pouvoir commercer avec des États sous sanctions occidentales, comme l'Iran, la Russie ou le Venezuela, sans prendre le risque de s'exposer à des sanctions secondaires. La rapidité et l'ampleur inédite

des sanctions décrétées contre la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine en 2022 semblent avoir entraîné un intérêt nouveau pour la «dé-dollarisation» de la part de nombreux acteurs non occidentaux souhaitant accroître leur indépendance financière et réduire leur exposition au risque de sanctions :

De l'Inde à l'Argentine, du Brésil à l'Afrique du Sud, et du Moyen-Orient à l'Asie du Sud-Est, les nations et les régions accélèrent leurs efforts en vue d'arrangements visant à réduire leur dépendance à l'égard du dollar américain. Ils craignent que les États-Unis puissent utiliser le pouvoir de leur monnaie pour les cibler, tout comme ils ont sanctionné la Russie [Conley *et al.*, 2023].

L'effort de «dé-dollarisation» semble principalement porté par la Russie et la Chine et profiter d'abord à Pékin et à l'internationalisation du yuan. Alors que Moscou et Pékin ont ouvert leur première ligne de paiement en devises nationales en mai 2014 dans le contexte de l'annexion de la Crimée, les règlements en roubles et en yuan représentaient moins de 1 % des échanges russo-chinois jusqu'en février 2022. À l'occasion de la visite du président chinois à Moscou en mars 2023, son homologue russe déclarait que la part de règlements en devises nationales concernait désormais plus de deux tiers des échanges. Durant la même intervention, le président russe reconnaît tacitement la supériorité de la devise chinoise en appelant à «utiliser le yuan dans les transactions entre la Fédération de Russie et ses partenaires en Asie, en Afrique et en Amérique latine⁸». En raison de la puissance économique et commerciale de la Chine, le yuan semble être pour l'instant la seule alternative viable aux devises occidentales. Ainsi, face aux problèmes rencontrés par la Russie et l'Inde pour le règlement en devises nationales⁹, des entreprises indiennes ont admis avoir recouru à la devise chinoise pour régler une partie des importations russes¹⁰. D'après la Banque des règlements internationaux (BRI), le yuan est passé de la 29^e monnaie la plus utilisée en 2004 (0,1 % des échanges) à la 5^e place à la fin de l'année 2022 (7 % des échanges), derrière le dollar américain, l'euro, le yen et la livre sterling¹¹. Avec le soutien de la Chine, la Russie a progressivement réussi à placer la question de

8. Discours de Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec Xi Jinping à Moscou le 21 mars 2023. (Disponible en anglais : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/70748>).

9. Le règlement des importations russes en roupie indienne s'avère problématique pour la Russie, qui accumule la devise indienne sans pouvoir l'utiliser en raison d'une balance commerciale très excédentaire en sa faveur.

10. «Some Indian Refiners Paying Russian Oil Suppliers in Yuan», *The Economic Times*, 8 juillet 2023.

11. Les données détaillées sont disponibles sur le site de la Banque des règlements internationaux, <<https://stats.bis.org/statx/srs/table/d11.3>>.

la «dé-dollarisation» au sommet de l’agenda des BRICS, au point où certains auteurs parlent désormais de «coalition de dé-dollarisation» [Liu et Papa, 2022].

La Russie et le tournant géopolitique des BRICS

La Russie semble occuper un rôle central dans l’institutionnalisation du groupe des BRICS à la fin des années 2000. Après une première réunion informelle des chefs d’État en 2006 en marge du sommet du G8 à Saint-Pétersbourg, le premier sommet annuel a lieu en juin 2009 à Ekaterinbourg. Dès sa formation, l’objectif principal affiché par les BRICS¹² est la «démocratisation du système international», c’est-à-dire un rééquilibrage des rapports de forces dans les grandes organisations régissant la gouvernance économique et politique mondiale en faveur des États émergents. La Russie n’est pas à proprement parler un État émergent et, bien qu’elle soit favorable à une diminution de l’influence occidentale quelle que soit sa forme, la «démocratisation» des institutions de gouvernance mondiale la concerne moins (elle est membre du Conseil de sécurité et du G8 jusqu’en 2014). Le principal point commun entre Moscou et ses partenaires est l’importance centrale qu’ils accordent au principe de souveraineté politique des États, quelle que soit la nature du régime en place, et le rejet de toute forme d’ingérence occidentale. L’invasion de l’Irak par les États-Unis en 2003, justifiée par le principe de «guerre préventive», est vécue comme un traumatisme par les puissances émergentes et constitue un des catalyseurs de l’institutionnalisation du format BRICS. L’opposition commune et systématique des BRICS à toute intervention extérieure dans le contexte du «printemps arabe» semble confirmer cette vision et permet de caractériser le groupe comme une «Coalition défensive d’États souverainistes» [Laïdi, 2011].

Durant les premières années de l’existence des BRICS, la forte hétérogénéité de ses membres, ainsi que la rivalité endémique entre l’Inde et la Chine semblent limiter leur capacité à s’organiser et à aboutir à des résultats concrets. De ce point de vue, l’année 2014 constitue une rupture. Le sixième sommet annuel hébergé par le Brésil offre une envergure nouvelle aux BRICS avec la création, pour la première fois, de deux institutions communes. La Nouvelle Banque de développement (NDB) et le Fonds de réserve d’urgence (Contingency Reserve Arrangement-CRA) sont présentés comme des alternatives non occidentales à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI). Bien que leur poids soit incomparable, c’est la première fois que les BRICS offrent une alternative

12. Le groupe rassemble d’abord le Brésil, la Russie, l’Inde et la Chine avant d’être rejoint par l’Afrique du Sud en décembre 2010 et de prendre le nom de BRICS.

crédible aux institutions occidentales¹³. L'année 2014 est également celle de la première rupture entre la Russie et l'Occident dans le contexte du conflit ukrainien. La « neutralité solidaire » des BRICS, qui s'abstiennent lors du vote de l'ONU condamnant l'annexion de la Crimée par la Russie, et publient un communiqué conjoint pour s'opposer à la menace d'expulsion de la Russie du G20, permet à Moscou de briser l'image d'un isolement diplomatique. Alors que les dirigeants russes avaient relégué les BRICS au second plan et concevaient jusque-là leur appartenance au groupe comme un outil d'ordre rhétorique, ils la considèrent dès lors comme une orientation prioritaire pour la politique étrangère russe [Salzman, 2019]. À partir de 2014, la Russie renouvelle son activisme au sein des BRICS en promouvant un agenda ouvertement anti-occidental.

En 2022, le partenariat avec les autres membres des BRICS s'est révélé encore plus crucial pour la résilience économique et diplomatique de la Russie. Depuis le début de la guerre d'agression contre l'Ukraine, les autres membres du groupe ont refusé de rejoindre la campagne de sanctions contre l'économie russe. À l'inverse, leurs échanges avec la Russie ont tous connu une croissance en 2022. À l'exception du Brésil, les trois autres membres du groupe ont, par ailleurs, effectué au moins un exercice militaire conjoint avec la Russie depuis février 2022. Au niveau du groupe, les sanctions ont ravivé les discussions sur la « dé-dollarisation » des échanges et l'éventualité de la création d'une monnaie commune, dont Lula Da Silva, tout juste revenu au pouvoir au Brésil, est devenu un des plus ardents promoteurs¹⁴. Lors du 15^e sommet des BRICS, qui s'est déroulé du 22 au 24 août 2023 en Afrique du Sud, cette idée semble néanmoins avoir été délaissée à court terme au profit d'une réaffirmation de la volonté d'approfondir les échanges en devises nationales entre pays membres.

Le sommet de Johannesburg s'est conclu par l'annonce historique du premier élargissement des BRICS depuis l'intégration de l'Afrique du Sud en 2010. L'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran ont été invités à rejoindre le groupe à partir du 1^{er} janvier 2024. Cette décision contredit nombre d'analyses formulées durant les mois précédant le sommet, mettant en avant les divergences de points de vue entre les membres. Les principaux obstacles à un consensus sur la question semblaient venir de la rivalité sino-indienne et de la réticence de l'Inde, de l'Afrique du Sud et du Brésil à s'associer à ce qui est peut-être perçu comme un projet sino-russe de consolidation d'un bloc anti-occidental [Kipgen et Chakrabarti, 2022]. Ces difficultés semblent avoir

13. La Nouvelle Banque de développement a depuis été rejointe par le Bangladesh et les Émirats arabes unis en 2021, puis par l'Égypte en 2023.

14. Joseph W. Sullivan, « A BRICS Currency Could Shake the Dollar's Dominance », *Foreign Policy*, 24 avril 2023.

été surmontées par le compromis et la volonté commune de se positionner en tant que chefs de file d'un nouvel ordre international désoccidentalisé. L'inclusion de l'Iran, rival historique des États-Unis et paria d'un système international dominé par l'Occident, apparaît comme une victoire diplomatique majeure pour la Russie et la Chine et renforce la crédibilité des BRICS en tant qu'espace de coopération internationale alternatif.

Conclusion : Une stratégie qui profite d'abord à la Chine

La stratégie de « désoccidentalisation » mise en place par l'État russe poursuit deux objectifs complémentaires. La réduction de sa dépendance envers l'Europe et la diminution de l'influence internationale de l'Occident permettent à Moscou de faire preuve d'une résilience inattendue dans le contexte de la guerre d'agression lancée contre l'Ukraine en février 2022. Dans un cas comme dans l'autre, cette stratégie semble d'abord profiter aux intérêts chinois. Le basculement géoéconomique, initié par la Russie au début des années 2010, offre à la Chine un accès à des matières premières à bas prix auprès d'un partenaire plus dépendant que jamais. Alors que le « tournant vers l'Asie » fut initialement pensé comme un moyen de réduire une dépendance, il semble l'avoir simplement remplacée par une nouvelle. Dans la même perspective, le mouvement de « dé-dollarisation », dont la Russie est devenue le principal promoteur, profite principalement à l'internationalisation de la monnaie chinoise et entraînerait une « yuanisation » de l'économie russe¹⁵. Enfin, le tournant géopolitique des BRICS, dont la Russie et ses actions à l'international semblent être des catalyseurs, s'accorde parfaitement avec la stratégie chinoise d'influence globale dans le cadre de sa rivalité croissante avec les États-Unis.

Alors qu'un retour en arrière avec l'Europe et les États-Unis semble inenvisageable à moyen terme, l'approfondissement des relations avec les autres puissances non occidentales apparaît comme la solution la plus évidente pour contrebalancer l'influence chinoise et empêcher ce qui est progressivement perçu comme une « vassalisation » de la Russie par la Chine¹⁶. La promotion de formats intergouvernementaux comme les BRICS ou l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) apparaît notamment comme un moyen de diluer l'influence chinoise par l'implication d'États tiers. Rivale durable de la Chine à l'échelle continentale

15. Alexandra Prokopenko, « The Risks of Russia's Growing Dependence on the Yuan », Carnegie Politika, Carnegie Endowment For International Peace, 2 février 2023.

16. Alexander Gabuev, « China's New Vassal », *Foreign Affairs*, 9 août 2022.

et partenaire historique de la Russie, l'Inde s'impose une nouvelle fois comme l'élément indispensable à la formation du triangle stratégique proposé par Evgueni Primakov en 1998. Dans la nouvelle doctrine de politique étrangère russe, publiée en mars 2023, l'Inde et la Chine ont, pour la première fois, fait l'objet d'une section à part entière nommée : « Continent eurasiatique. République populaire de Chine, République d'Inde »¹⁷. Ce changement, qui associe l'Inde et la Chine tout en les ancrant symboliquement en « Eurasie », illustre la volonté russe de promouvoir un pôle de puissance eurasiatique dominé par la Russie, l'Inde et la Chine¹⁸.

Bibliographie

- BILLION D., VENTURA C. (2023), « Vers une désoccidentalisation du monde ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 130.
- CONLEY H. A. *et al.* (2023), « Alliances in a Shifting Global Order: Rethinking Transatlantic Engagement with Global Swing States », German Marshall Fund.
- DESHEPPER J. (2015) « Le moment Kozyrev : Retour sur les fondements de la politique étrangère postsoviétique », *La Revue russe*, n° 45.
- JAISHANKAR S. (2020), *The India Way: Strategies for an Uncertain World*, Harper Collins Publishers India, Noida.
- KARAGANOV S., BARABANOV O. et BORDATCHEV T. (dir.) (2012), « K Velikomou okeanou, ili novaia globalizatsiia Rossii » [Vers le Grand Océan, ou la nouvelle mondialisation de la Russie], Valdai Discussion Club.
- KARAGANOV S., BORDATCHEV T. (dir.) (2017), « K Velikomou okeanou – 5: ot povorota na Vostok k bolchoï Evrazii » [Vers le grand océan – 5: Du tournant vers l'Est à la Grande Eurasie], Valdai Discussion Club.
- KIPGEN K. T., CHAKRABARTI S. (2022), « The Politics Underpinning the BRICS Expansion », *Journal of Liberty and International Affairs*, 8(3).
- LAÏDI Z. (2011), « Les BRICS : un cartel d'ambitions souverainistes », *Le Débat*, n° 167.
- LIU Z. et PAPA M. (2022), *Can BRICS De-dollarize the Global Financial System?*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Ma B. (2017), « Russian “Pivot to the East” Strategy: Opportunities and Challenges for Coupling with Chinese Transregional Projects », *Comparative Politics Russia* 8(2).
- RADCHENKO S. (2014), *Unwanted Visionaries: The Soviet Failure in Asia at the End of the Cold War*, Oxford University Press, New York.
- RUMER E., SOKOLSKY R. et VLADICIC, A. (2020) « Russia in the Asia-Pacific: Less Than Meets the Eye », Carnegie Endowment for International Peace, Washington.

17. Dans les doctrines précédentes, la Chine et l'Inde étaient placées dans la section « Asie-Pacifique ».

18. Pour approfondir sur les points de vue chinois et indien, voir l'article d'Isabelle Saint-Mézard dans ce numéro.

LA «DÉS OCCIDENTALISATION» COMME STRATÉGIE RUSSE DE TRANSFORMATION...

SALZMAN R. S. (2019), *Russia, BRICS, and the Disruption of Global Order*, Georgetown University Press, Washington.

SAVCHENKO A. E., et ZUENKO, I. Y. (2020) «Dvizhushchiye sily rossiyskogo povorota na Vostok» [Les forces motrices du pivot vers l'Est de la Russie], *Comparative Politics Russia*, vol. 11, n° 1.